



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



E/ECA/CN.9/10
28 février 1983

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE

Quatrième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie), 14-22 avril 1983

Point 5 g) de l'ordre du jour provisoire

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE

Dix-huitième session de la Commission et
neuvième réunion de la Conférence
des ministres de la Commission

Addis-Abeba (Ethiopie), 27 avril - 3 mai 1983

Point 12 A. g) de l'ordre du jour provisoire

COOPERATION ET INTEGRATION ECONOMIQUES ET TECHNIQUES
SUR LE PLAN REGIONAL ET SOUS-REGIONAL

Résumé*

* Le présent résumé constitue le document principal pour l'examen de ce point de l'ordre du jour.

I. INTRODUCTION

1. Bien que le Plan d'action de Lagos considère la coopération économique et technique sur le plan régional et sous-régional, ainsi que l'intégration des économies des Etats membres, comme une condition préalable, et qu'il y fasse allusion çà et là, il n'y consacre qu'un bref chapitre (chapitre VIII) à cette question. Dans ce chapitre, il est question des institutions parrainées par la CEA et de la coopération technique entre pays en développement (ETPD), y compris la coopération interrégionale. Ces deux questions faisant l'objet d'un examen approfondi au titre de deux points distincts de l'ordre du jour, le présent rapport n'y fera que brièvement allusion. Cette étude porte d'abord sur les principales activités menées sur le plan sous-régional en matière de coopération et d'intégration techniques et économiques, puis sur celles qui sont menées sur le plan sous-régional.

II. COOPERATION ET INTEGRATION ECONOMIQUES SUR LE PLAN SOUS-REGIONAL

A. Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC)

2. Les MULPOC de Lusaka, de Gisenyi, de Yaoundé, de Niamey et de Tanger ont été créés en 1977 ou 1978 conformément à la résolution 311 (XIII) de la Conférence des ministres, en date du 1er mars 199 1/. Tous ces MULPOC ont pour objectif de promouvoir le développement économique autonome et auto-entretenu grâce à la coopération et à l'intégration économique des pays de la sous-région desservis par chaque MULPOC.

1/ E/CN.14/683, E/5941, pages 112-115. Les MULPOC desservent les pays suivants:

a) Le MULPOC de Lusaka, créé en novembre 1977: l'Angola, le Botswana, les Comores, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, les Seychelles, la Somalie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

b) Le MULPOC de Gisenyi, créé en octobre 1977: le Burundi, le Rwanda et le Zaïre.

c) Le MULPOC de Yaoundé, créé en février 1978: le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République-Unie du Cameroun, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

d) Le MULPOC de Niamey, créé en juin 1978: le Bénin, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Haute-Volta, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

e) Le MULPOC de Tanger, créé en mars 1978: l'Algérie, l'Egypte, la Jamahiriya arabe libyenne, le Maroc, le Soudan et la Tunisie.

3. Les secteurs prioritaires dans les programmes de travail des MULPOC sont l'agriculture, l'industrie, les transports et communications, la promotion commerciale, les ressources naturelles notamment l'énergie et les ressources humaines, notamment la composante féminine. A partir de 1980, tous les MULPOC ont adapté leurs programmes de travail aux priorités définies dans le Plan d'action de Lagos, ce qui en fait, sur le plan sous-régional, les principaux instruments de mise en oeuvre de ce Plan en ce qui concerne la coopération et l'intégration économiques. Il s'ensuit que lorsque les organes directeurs (réunions d'experts et de ministres) se réunissent chaque année afin d'examiner les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de leurs programmes de travail, ils assurent, en réalité, le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos sur le plan sous-régional. Jusqu'en décembre 1982, les MULPOC n'étaient pas à même de s'acquitter convenablement de leurs tâches en raison de la pénurie de personnel qualifié et de ressources financières et autres 2/. Par sa résolution 37/138 de décembre 1982, l'Assemblée générale a maintenant changé cet état de fait en décidant de financer les postes des principaux fonctionnaires des MULPOC par imputation sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Cela assurera la continuité de l'emploi et, partant, la mise en oeuvre effective du Plan d'action de Lagos notamment en ce qui concerne l'aide à apporter aux communautés économiques sous-régionales que les MULPOC ont créées ou visent à renforcer.

B. Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

4. Le Traité portant création de la CEDEAO a été signé par les Etats de l'Afrique de l'Ouest le 28 mai 1975 3/. Comme il est énoncé dans ce Traité, la Communauté a pour but de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, de renforcer les relations entre ses membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain 4/. Des efforts sont actuellement déployés en vue de la réalisation de ces objectifs dans le cadre du Plan d'action de Lagos.

5. Le MULPOC de Niamey a aidé à l'organisation de la cinquième réunion de coordination du groupe d'experts de la CEDEAO, de la CEAQ et de l'Union du fleuve Mano, tenue, sous la présidence dudit MULPOC, du 12 au 15 juillet 1982 à Lomé (Togo) 5/. Les participants ont

2/ Rapport du Corps commun d'inspection sur la Commission (JIU/Rep/82/1), janvier 1982.

3/ Il s'agit des Etats ci-après: Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. La composition de la CEDEAO est donc la même que celle du MULPOC de Niamey.

4/ Traité portant création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), mai 1975, article 2 (1).

5/ Rapport intérimaire sur l'harmonisation des régimes de libération des échanges de la CEDEAO, de la CEAQ et de l'Union du fleuve Mano, 16 novembre 1982 (rapport du MULPOC de Niamey).

examiné un rapport sur l'harmonisation des régimes de libération des échanges des trois groupements économiques. Les trois organisations sont convenues qu'une union douanière constituerait une étape importante vers la création d'un marché commun africain, conformément aux principes énoncés dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos. Toutefois, il a été noté que, compte tenu des problèmes inhérents à la libération complète des régimes tarifaires et des insuffisances des mécanismes de compensation, il faudrait élaborer des mesures d'appui susceptibles de remédier aux disparités économiques qui existent entre les Etats membres, afin d'accélérer la mise en place d'une union douanière. Il s'agit du niveau de participation des ressortissants au capital social des entreprises qui devraient jouir, dans le cadre de la réglementation d'origine, de tarifs préférentiels et d'une étude devant aboutir à l'application, dans tous les Etats membres, d'un régime commun de libération des échanges qui servira de base à un mécanisme de compensation. Il s'agit également d'élaborer une politique sous-régionale cohérente en matière de développement industriel ou, du moins, de trouver des solutions aux problèmes concernant la balance des paiements, la dépendance excessive des Etats membres vis-à-vis des recettes douanières pour le financement de leur budget, l'évaluation précise des incidences économiques et sociales de l'intégration économique des Etats membres, ainsi que les problèmes concernant la convertibilité de la monnaie et les modalités de paiement dans la sous-région.

6. L'étude susmentionnée a pour objet de définir les objectifs et le contenu du régime commun de libération des échanges, ainsi que les modalités qui le régissent, afin qu'ils soient conformes aux objectifs du Plan d'action de Lagos. Le régime de libération des échanges devant être défini par cette étude contribuera à la promotion de la coopération et de l'intégration sous-régionales. Cette étude devrait être achevée d'ici le 15 février 1983, après quoi elle devrait faire l'objet d'un examen de la part des chefs des secrétariats de la CEDEAO, de la CEA0 et de l'Union du fleuve Mano qui feront des recommandations concernant les mesures consécutives que pourraient prendre les organes directeurs des trois organisations.

C. Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP)

7. Il s'agit là d'un projet du MULPOC de Lusaka. A l'exception du Burundi et du Rwanda, tous les pays membres ou susceptibles de le devenir appartiennent à ce MULPOC.

8. Le Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a été signé à Lusaka (Zambie) le 21 décembre 1981, par les pays suivants: Comores, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Malawi, Maurice, Ouganda, Somalie et Zambie. Le Lesotho et le Swaziland ont signé le traité en mars 1982 et le Zimbabwe signé le Traité l'ont également ratifié, et l'on espère que les six membres qui restent le signeront et le ratifieront au cours de l'année 1983. Les conditions juridiques nécessaires à sa mise en application étant réunies, le Traité est maintenant entré en vigueur. Au cours des réunions de la Commission intergouvernementale d'experts, du Conseil des ministres et de la Conférence de la ZEP, tenues du 9 au 17 décembre 1982 à Lusaka (Zambie), le programme de travail de la ZEP pour la période allant de janvier à décembre 1983 a été approuvé, et le Secrétaire général et d'autres hauts fonctionnaires ont été nommés avec effet au 1er janvier 1983.

9. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 3 du Traité, la ZEP a pour objectif "de favoriser la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique, particulièrement dans les domaines du commerce, des douanes, de l'industrie, des transports, des communications, de l'agriculture, des ressources naturelles et des affaires monétaires, l'objectif étant de relever le niveau de vie des populations, de favoriser des relations plus étroites entre les Etats membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain."

10. Afin de réaliser ces objectifs, le Conseil des ministres de la ZEP a adopté un calendrier de travail pour la période de 1982 et 1983 concernant la nomination des fonctionnaires, le budget, les réunions des organes de la ZEP et l'application des Protocoles faisant partie du Traité portant création de la ZEP tels que ceux concernant la réduction et l'élimination des obstacles au commerce, la coopération douanière, le commerce de transit et les facilités de transit, ainsi que d'autres Protocoles visant à faciliter la coopération et l'intégration économiques sous-régionales.

D. Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre dont la création est envisagée

11. Le 19 décembre 1981, 11 pays, appartenant pour la plupart aux MULPOC de Gisenyi et de Yaoundé et comprenant également l'Angola qui appartient au MULPOC de Lusaka, ont publié la Déclaration de Libreville dans laquelle ils s'engagent à créer une communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre, conformément aux principes énoncés dans le Plan d'action et l'Acte final de Lagos. Les négociations visant à la conclusion du Traité devraient s'achever dans quelques mois et la Communauté pourrait être créée d'ici décembre 1983.

12. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 3 du projet de Traité, le but de la Communauté est "de promouvoir et de renforcer la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique et sociale, particulièrement dans les domaines de l'industrie, des transports et des télécommunications, de l'énergie, de l'agriculture, des ressources naturelles, des douanes, du commerce, des questions monétaires et financières, des ressources humaines, du tourisme, de l'enseignement et des questions culturelles, de la science et de la technique et de la libre circulation des personnes, l'objectif étant d'élever le niveau de vie des populations, d'accroître et de maintenir la stabilité économique, de renforcer des relations entre ses Etats membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain."

13. Depuis l'adoption de la Déclaration de Libreville, et plus précisément, entre janvier et novembre 1982, un certain nombre de réunions préparatoires, ainsi que des négociations, rassemblant les 11 pays intéressés, se sont tenues à Addis-Abeba et à Libreville. Ces réunions ont abouti à l'adoption, par les ministres des Etats intéressés, d'un projet de Traité et de 12 Protocoles. Les huit projets de protocole qui restent seront examinés par les ministres au cours de leur deuxième réunion prévue pour le mois de mai 1983. La deuxième réunion des chefs d'Etat et de gouvernement devrait se tenir avant la fin de l'année 1983 à Libreville. C'est au cours de cette réunion que le Traité et les Protocoles portant création de la Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre devraient être signés, conformément aux principes énoncés dans l'Acte final de Lagos.

E. Coopération entre organisations intergouvernementales en Afrique de l'Ouest

14. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest (Etats membres de la CEDEAO ou du MULPOC de Niamey), il existe plus de 30 organisations intergouvernementales dont les programmes de travail se chevauchent. Pour cette raison, le Conseil des ministres du MULPOC de Niamey a à sa cinquième réunion tenue les 12 et 13 février 1982 à Banjul (Gambie), chargé le MULPOC de procéder à une étude approfondie et à une évaluation globale des arrangements multinationaux de coopération économique en Afrique de l'Ouest, en vue d'harmoniser leurs buts, objectifs et autres aspects et d'en faire des instruments efficaces d'exécution du Plan d'action de Lagos.

15. Comme suite à cette résolution, la CEA a fait procéder à une étude sur l'intégration économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui devrait être achevée vers la fin du mois de mars 1983. Cette étude portera sur les principaux domaines ci-après: origine, évolution et objectifs des organisations intergouvernementales en Afrique de l'Ouest; classification de ces organisations d'après leurs objectifs et programmes de travail en vue d'en identifier les similitudes et les rapports qu'elles entretiennent les unes avec les autres; domaines où elles font double emploi; analyse non seulement de l'efficacité de leur action, mais également de leurs déficiences éventuelles; rentabilité des principales organisations; analyse critique de l'économie politique adoptée en Afrique de l'Ouest portant notamment sur les influences extérieures, les problèmes socio-économiques internes, les objectifs et l'orientation des plans nationaux de développement, les ressources naturelles de chaque pays et la dépendance vis-à-vis des ressources provenant de l'étranger; recommandations; étude de synthèse définissant une nouvelle stratégie de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et le rôle que le MULPOC pourrait jouer en tant qu'organisme de coordination dans la mise en oeuvre de cette stratégie. On espère que les recommandations formulées dans cette étude contribueront à réduire, voire éliminer, les obstacles à la coopération entre ces organisations, à harmoniser leurs activités et à promouvoir la coopération économique sous-régionale entre les Etats membres, ainsi que leur intégration économique.

F. Afrique du Nord (MULPOC de Tanger)

16. Comme tous les autres MULPOC, le MULPOC de Tanger procède actuellement à l'adoption de mesures tendant à renforcer les arrangements commerciaux intra-zonaux, ainsi que la coopération dans plusieurs domaines de nature à promouvoir la coopération économique entre les Etats membres et leur intégration économique. A cette fin, une réunion d'experts se tiendra du 17 au 19 mars 1983 à Tanger, suivie d'une réunion de plénipotentiaires qui aura lieu le 22 mars 1983, afin d'examiner les moyens les plus efficaces de promouvoir ou de faciliter les échanges intra-zonaux.

III. COOPERATION TECHNIQUE AU NIVEAU SOUS-REGIONAL

A. Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de

l'Est et de l'Afrique australe

17. Le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe dont le siège se trouve à Dodoma (République-Unie de Tanzanie) a

été créé en 1977. Malgré la prépondérance des minéraux dans les économies de nombreux pays de la sous-région, seuls les Comores, l'Ethiopie, le Mozambique, l'Ouganda et la République-Unie de Tanzanie sont membres du Centre. Cet état de choses a amené les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, réunis les 28 et 29 avril 1980 à Lagos (Nigeria), à inviter

"... Les Etats membres de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui ne participent pas encore au Centre sous-régional des ressources minières établi à Dodoma (République-Unie de Tanzanie) ... à le faire avant la fin de 1980 " 6/ .

18. Le Centre a pour principaux objectifs de fournir aux Etats membres des services consultatifs et opérationnels et de leur donner des conseils en ce qui concerne la conception, l'exécution et l'évaluation des projets géologiques et de mise en valeur des ressources minérales, ainsi qu'en ce qui concerne la formation et les services de laboratoire. Ces objectifs ont été précisés par les recommandations de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, réunie du 2 au 6 février 1981 à Arusha (République-Unie de Tanzanie) qui ont défini en détail les activités devant être entreprises par les centres sous-régionaux de mise en valeur des ressources minérales 7/ .

19. Au cours de la période considérée, le Centre de Dodoma a, dans la poursuite de ses objectifs, mené les activités suivantes: réévaluation des réserves cupriques des gisements de Kilembe (Ouganda), ce qui pourrait se traduire par un allongement de la durée utile du gisement; réévaluation de la minéralisation du cuivre, du zinc et de l'or dans le Nord de l'Ethiopie qui s'est révélée plus importante que prévu; établissement d'un inventaire d'un certain nombre de minéraux industriels en Ethiopie, en République-Unie de Tanzanie et en Ouganda; étude de la structure du Monapo Ring au Mozambique basée sur l'exploration géochimique; prestation de services de consultants à la République-Unie de Tanzanie concernant l'utilisation du minerai de fer de Linganda par l'usine sidérurgique et l'exploitation des gisements houillers adjacents; organisation, à l'intention des ressortissants des pays de la sous-région, de programmes de formation technique dans le Centre et sur le terrain; organisation, à l'intention de plus de 100 techniciens venant de sept pays de la sous-région, d'ateliers sur la prospection géochimique; octroi de quatre bourses de perfectionnement à de hauts fonctionnaires des pays membres du Centre pour leur permettre de suivre, au Canada, un séminaire intégré de quatre semaines sur l'économie des minéraux. Ces activités s'inscrivent dans le cadre des recommandations (paragraphe 79 et 80) du Plan d'action de Lagos visant à promouvoir la coopération technique entre les Etats membres en matière de mise en valeur des ressources minérales.

6/ A/5-11/14, annexe I, paragraphe 80 (c).

7/ Actes de la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, Arusha, 2-6 février 1981 (Commission économique pour l'Afrique), p. 324-328.

B. Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de
l'Afrique du Centre

20. Une réunion de plénipotentiaires représentant le Congo, le Gabon, la République-Unie du Cameroun, le Rwanda, le Tchad et le Zaïre s'est tenue du 23 au 26 février 1981 à Brazzaville (Congo) pour examiner et adopter les Statuts du Centre. Cinq pays ont signé ces Statuts, et on espère que les cinq pays de la sous-région qui ne les ont pas encore signés le feront au cours de l'année 1983. Brazzaville (Congo) a été choisie pour accueillir le siège du Centre.

21. Conformément aux paragraphes 70 et 80 du Plan d'action de Lagos, les objectifs et fonctions du Centre sont de fournir aux Etats membres des services consultatifs et des orientations en matière de planification, d'exécution et d'évaluation des projets géologiques et de prospection et d'exploration minières; de prêter des services consultatifs en ce qui concerne les études de pré faisabilité techniques et économiques dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales; d'organiser, à l'intention de techniciens et de spécialistes en matière de géologie appliquée, de géochimie, de géophysique, d'hydrologie et d'ingénierie des ressources minérales des stages pratiques de courte durée; de fournir des services de laboratoire en matière d'exploration et de mise en valeur des ressources minérales; de prêter des services pour la collecte, le traitement et la diffusion de données et d'informations, y compris les publications et les cartes concernant la prospection et la mise en valeur des ressources minérales.

22. Au paragraphe 80 c), le Plan d'action de Lagos stipule que le Centre devrait être "créé en 1980/1981 pour être pleinement en service avant 1984." Bien que son siège ait été choisi, que le Gouvernement congolais ait fourni 500 000 dollars pour lui permettre de démarrer et que cinq pays en aient signé les Statuts, le Centre n'est pas encore entré en service. Comme il a déjà été mentionné, on espère que les pays de la sous-région qui n'ont pas encore signé les Statuts du Centre le feront au cours de l'année 1983 et verseront également leur contribution au budget du Centre pour lui permettre d'entrer en service.

C. Centres pour la mise en valeur des ressources minérales
de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord

23. Au paragraphe 80 c), le Plan d'action de Lagos stipule que l'établissement de centres similaires dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord devrait être considéré après 1982.

24. Des consultations sont en cours entre la CEA, le MILPOC de Niamey et la CEDEAO en vue d'effectuer une étude concernant la nécessité de créer un centre pour la mise en valeur des ressources minérales des Etats de l'Afrique de l'Ouest, les modalités devant le régir, son financement et les attributions de la CEA et de la CEDEAO en ce qui concerne

sa gestion. On espère que cette étude sera achevée d'ici la fin de 1983. Toute action future concernant le Centre sera fonction des recommandations formulées dans cette étude et des décisions prises à cet égard par les Etats membres du MULPOC de Niamey.

25. Les mesures concernant la création d'un centre pour l'Afrique du Nord seront examinées après la création du Centre pour l'Afrique de l'Ouest.

26. On espère que les travaux qui sont menés (ou seront menés) par ces centres en matière de mise en valeur des ressources minérales contribueront à la promotion de la coopération technique entre les Etats membres de la sous-région.

D. Banque de commerce et de développement pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe dont la création est envisagée

27. A la demande du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka qui s'était inquiété du manque de coopération entre les Etats membres de la ZEP dans ce domaine, la CEA, la BAD et le Centre africain d'études monétaires ont présenté une étude technique à ce sujet aux réunions d'experts des ministères des finances et de la planification et des banques centrales, tenues à Addis-Abeba en mai et en octobre 1981. Ces réunions ont été suivies de réunions des ministres des finances et de la planification représentant les mêmes pays. Ces débats ont été poursuivis au cours de la première réunion du Conseil des ministres de la ZEP, tenue en juin 1982 à Lusaka (Zambie), ainsi qu'au cours de la réunion inaugurale du Comité de compensation et de paiements de la ZEP, tenue à Lusaka du 1er au 5 novembre 1982. Cette étude et le projet de Charte de la banque qui en a résulté seront examinés de nouveau au cours d'une réunion spéciale des experts de la ZEP devant se tenir à Lusaka en juillet 1983, et une décision définitive concernant les recommandations formulées dans cette étude devrait être prise au cours de la prochaine réunion du Conseil des ministres de la ZEP. La Banque en question aurait pour objectif de promouvoir les échanges sous-régionaux et le développement sous-régional en fournissant aux Etats membres de la ZEP une assistance financière et technique afin de les aider dans leurs efforts tendant au développement du secteur bancaire grâce à la coopération économique et technique conformément aux dispositions du paragraphe 253 du Plan d'action de Lagos qui préconise notamment la création, au plus tard à la fin de 1984, d'institutions de financement de développement dans toutes les sous-régions desservies par les différents MULPOC.

IV. COOPERATION ET INTEGRATION TECHNIQUES ET ECONOMIQUES SUR LE PLAN REGIONAL

A. Coopération technique

1. Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télé-détection

28. Ce Centre dont le siège se trouve à Nairobi (Kenya) a été créé en 1975. Il constitue également le Comité sous-régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe du Conseil africain de télé-détection.

29. Jusqu'ici, neuf pays seulement sont devenus membres du Centre.

30. Le Centre a pour objectif de fournir des services en matière de levés, de cartes et de télédétection dont le coût serait trop élevé pour un seul pays.

31. Au cours de la période considérée, le Centre a aidé les Etats membres à établir des inventaires de leurs ressources naturelles et à mettre ces ressources en valeur, comme le préconise le Plan d'action de Lagos (paragraphe 97); a organisé des séminaires sur le transfert de technologie; a prêté des services techniques aux Etats membres; a fait le point des ressources naturelles des Etats membres; a adopté un programme régional de télédétection et organisé des stages de formation et des ateliers multinationaux en matière de levés, de cartes et de télédétection.

2. Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques

32. Les Statuts de cet Institut dont le siège se trouve à Nairobi (Kenya) s'inspirent du Plan d'action de Lagos. L'Institut a pour objectif de former une main-d'oeuvre innovatrice et au fait des dernières innovations technologiques. Au titre de son programme de formation, l'Institut a lancé, en octobre 1981, un stage de 3 mois sanctionné par un diplôme à l'intention de techniciens ayant déjà acquis une certaine expérience en matière de techniques de communications venant d'un certain nombre de pays africains. Des programmes complémentaires ont été organisés en 1982. L'Institut se heurte principalement au manque de soutien politique et financier de la part des pays africains. En effet, en décembre 1982, il manquait encore un pays signataire pour que les Statuts de l'Institut entrent en vigueur.

3. Centre régional africain de l'énergie solaire

33. Au paragraphe 294 iii), le Plan d'action de Lagos préconise la création, d'urgence, d'un Centre régional de l'énergie solaire en vue d'aider les Etats membres à surmonter la crise énergétique. La réunion inaugurale du Centre s'est tenue à Addis-Abeba du 12 au 14 mai 1982. L'Acte constitutif du Centre a été signé par 13 pays.

34. Le Centre a pour objectif de promouvoir l'exploitation des énormes possibilités qu'offre l'énergie solaire à l'Afrique et d'encourager les travaux de recherche dans ce domaine. Il ne fait nul doute que le Centre pourrait jouer un rôle extrêmement important dans la transformation économique des pays africains et la réduction du coût prohibitif des importations d'énergie non renouvelable.

35. Outre ces nouveaux faits survenus sur le plan sous-régional, dont on espère qu'ils aboutiront directement à la création progressive d'une communauté économique africaine, il convient de mentionner au moins deux autres faits importants d'une portée régionale. Il s'agit de la création du Fonds monétaire africain et de la Fédération africaine des chambres de commerce.

4. Fonds monétaire africain

36. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé, au cours de la réunion de l'OUA tenue en avril 1980 à Lagos, de créer, d'ici 1985, un fonds monétaire africain en vue de contribuer à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos. A cette fin, ils ont décidé que soit institué, le plus tôt possible, un groupe d'experts de haut niveau chargé d'étudier et de recommander les modalités devant régir la création d'un fonds monétaire africain et de présenter son rapport à la réunion du Comité ministériel chargé d'évaluer les progrès réalisés dans le domaine des questions commerciales et financières internationales en vue du développement en Afrique, au plus tard en 1982. Le Secrétaire exécutif de la CEA a convoqué une réunion du Groupe d'experts, du 4 au 7 octobre 1982 à Addis-Abeba (Ethiopie), en vue de définir le plan de l'étude de faisabilité concernant la création du Fonds monétaire africain, d'adopter les principes devant régir la création du Fonds et d'élaborer un calendrier de travail pour la mise au point de l'étude technique conformément aux propositions communes des secrétariats de l'OUA, de la BAD, du Centre africain d'études monétaires et de la CEA. Ces travaux préparatoires devraient être achevés avant avril 1985, date à laquelle le Fonds monétaire africain devrait entrer en service. Ce Fonds devrait revêtir un caractère complémentaire et ne pas se substituer à la Banque mondiale et au FMI. Comme il a été indiqué de façon beaucoup plus précise dans un autre document présenté au titre du point 5 f) de l'ordre du jour du Comité technique préparatoire plénier, la création du Fonds a, pour l'Afrique et le monde, une portée telle que l'Afrique devra faire preuve de vigilance et de volonté pour mener ce projet à bien.

5. Fédération africaine des chambres de commerce

37. Comme suite à donner au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos, les Présidents et Secrétaires généraux des chambres de commerce africaines se sont réunis du 26 au 31 mai 1982 à Harare (Zimbabwe) en vue d'examiner le projet de statuts de la Fédération africaine des chambres de commerce et d'industrie. Tels qu'ils sont énoncés à l'article 2 du projet de Statuts, les objectifs de la Fédération consistent, en réalité, à mettre en application les dispositions prévues dans le chapitre VII (notamment le paragraphe 250 e) du Plan d'action de Lagos qui invite les gouvernements à "encourager et faciliter la création de chambres de commerce nationales (là où elles font défaut) y compris les sociétés commerciales privées ou d'Etat, en vue de promouvoir des associations sous-régionales partout où il n'en existe pas encore et convenir de s'efforcer de mettre en place, au plus tard en 1985, une Fédération africaine de chambres de commerce." Les Statuts de la Fédération devraient être mis au point au plus tard en 1984.

B. Coopération et intégration économiques

38. L'objectif fondamental du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos est, sans aucun doute, la création judicieuse et par étapes d'une communauté économique africaine d'ici l'an 2000. Comme il ressort des paragraphes 4 à 16 de la présente étude, les MULPOC ont mis en place ou sont en train de mettre en place des communautés économiques sous-régionales : la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Des mesures allant dans ce sens, aussi préliminaires et officieuses soient-elles, sont prises en ce qui concerne la sous-région d'Afrique du Nord. Conformément aux dispositions de l'Acte final de Lagos, la ZEP devrait se transformer en un marché commun, puis en une communauté économique au cours des années 90. Dans ce même cadre, la ZEP, une fois transformée, la Communauté économique des Etats de l'Afrique du Centre et la CEDEAO (ainsi que la Communauté économique de l'Afrique du Nord dont la création est envisagée) devraient être transformées pour ne former qu'une seule communauté économique africaine d'ici l'an 2000.

V. CONCLUSION

39. La présente étude illustre les progrès réalisés et les problèmes rencontrés en matière de coopération économique et technique sur le plan régional et sous-régional, alors que l'Afrique s'apprête à créer une communauté économique africaine d'ici l'an 2000. Bien entendu, la réalisation - même progressive - de cette Communauté exigera une volonté politique qui, outre la signature des Statuts des différentes institutions régionales et sous-régionales dont l'objectif est de promouvoir le développement autonome et auto-entretenu, sur le plan sous-régional et régional, grâce à la coopération économique et technique, doit se traduire par la participation active de tous les Etats membres sur le plan technique et financier. De cette participation dépendra le succès ou l'échec de ces institutions. Il s'agit là de la tâche la plus difficile qui se pose aujourd'hui aux pays africains.